

DISPARITÉS DE L'INSERTION SOCIOPROFESSIONNELLE DES JEUNES DANS LA VILLE DE N'DJAMÉNA AU TCHAD

Laouna OUANG-YANG, *Université de Yaoundé 1 (Cameroun)*, ouangyanglaouna@gmail.com,
<https://orcid.org/0009-0002-2381-6937>

Roland NODJIBEYE, *Université de Yaoundé 1 (Cameroun)*, nodjibeyeroaland@gmail.com

Résumé

Cette étude examine en profondeur la problématique de l'insertion socioprofessionnelle des jeunes dans la ville de N'Djaména, au Tchad, en mettant l'accent sur les disparités structurelles entre les diplômés de l'enseignement général et ceux issus de la formation professionnelle à orientation pratique. Dans un environnement urbain marqué par une précarité systémique et une inadéquation croissante entre les qualifications académiques classiques et les besoins réels du marché de l'emploi, cette recherche exploratoire adopte une méthodologie mixte, combinant approches descriptives et participatives. L'enquête a été menée auprès d'un échantillon représentatif de 135 jeunes : 75 diplômés du système général et 60 issus du centre de formation professionnelle BAB AL AMAL. L'analyse comparative des données révèle que la formation professionnelle courte et technique favorise une insertion nettement plus réactive et pérenne : 62 % de ses diplômés accèdent à une activité génératrice de revenus dans un délai inférieur à six mois, tandis que seulement 24 % de leurs homologues de l'enseignement général parviennent à ce résultat. L'étude mobilise le coefficient de corrélation de Pearson, qui affiche une valeur de $r = 0,78$ ($p < 0,05$), confirmant ainsi un lien statistique fort et positif entre l'acquisition de compétences techniques spécifiques et la réduction du temps de latence avant l'emploi. Les résultats démontrent que le savoir-faire pratique agit comme un catalyseur d'autonomisation et de résilience, alors que les parcours académiques longs se heurtent aux barrières d'un secteur formel saturé et exigeant une expérience opérationnelle immédiate. L'article conclut sur l'urgence de réformer les politiques éducatives tchadiennes en valorisant l'enseignement technique et en renforçant l'appui institutionnel à l'auto-emploi, leviers indispensables pour réduire les fractures socio-économiques au sein de la jeunesse n'djaménoise.

Mots-clés : *Insertion socioprofessionnelle, Disparités, Formation professionnelle, Enseignement général, N'Djaména, Tchad.*

Disparities in the socio-professional integration of young people in the city of N'Djamena, Chad

Abstract

This study provides an in-depth examination of the socio-professional integration of youth in N'Djamena, Chad, focusing on the structural disparities between graduates of general education and those from practice-oriented vocational training. In an urban environment characterized by systemic precariousness and a growing mismatch between traditional academic qualifications and labor market requirements, this exploratory research adopts a mixed-method approach, combining descriptive and participatory methodologies. The survey was conducted among a representative sample of 135 young individuals: 75 graduates from the general education system and 60 from the BAB AL AMAL vocational training center. Comparative data analysis reveals that short-term technical vocational training promotes significantly more reactive and sustainable integration: 62% of its graduates secure income-generating activities within six months, compared to only 24% of their counterparts in general education. The study utilizes Pearson's correlation coefficient, yielding a value of $r = 0.78$ ($p < 0.05$), thereby confirming a strong and positive statistical link between the acquisition of specific technical skills and the reduction of employment latency. The findings demonstrate that practical expertise acts as a catalyst for empowerment and resilience, whereas traditional academic paths frequently encounter barriers within a saturated formal sector.

that demands immediate operational experience. The paper concludes by highlighting the urgent need to reform Chadian educational policies by promoting technical education and strengthening institutional support for self-employment as essential levers to bridge socio-economic gaps among the youth in N'Djamena.

Keywords : *Socio-professional integration, Disparities, Vocational training, General education, N'Djamena, Chad.*

INTRODUCTION

La notion d'insertion, apparue au cours des décennies 1960-1970, s'est initialement cantonnée à la sphère productive, désignant principalement la phase de transition entre la fin des études et l'accès au premier emploi. Dans sa conception classique, l'insertion socioprofessionnelle est perçue comme le passage réussi de la vie scolaire à la vie active. Cette vision traditionnelle suppose que les individus dotés d'un diplôme accèdent, dans un délai restreint, à un emploi stable, à temps plein et en adéquation directe avec leur domaine de spécialisation. Un tel emploi devient alors le garant de l'autonomie financière et de l'acquisition du statut social d'adulte. Toutefois, l'évolution des réalités économiques a conduit à une redéfinition du concept. Comme le soulignent plusieurs chercheurs (Cugny, 2019 ; Fournier et al., 2004 ; Pittet, 2011), l'insertion dépasse désormais le simple accès à un emploi rémunéré pour devenir un processus multidimensionnel. Elle s'inscrit dans une perspective globale de construction de l'autonomie sociale et économique de l'individu, marquée par des étapes de transition complexes.

Dès l'entame des années 1980, une crise mondiale de l'emploi a émergé, caractérisée par une croissance vertigineuse du chômage juvénile. Les proportions sont devenues alarmantes : en 2021, le taux de jeunes de 15 à 24 ans sans emploi atteignait 15,6 %, soit plus de trois fois celui des adultes. À l'échelle planétaire, environ 75 millions de jeunes étaient au chômage cette même année, tandis que 73 millions étaient considérés comme inactifs (International Labour Office [ILO], 2020, p40). Cette incertitude croissante est le corollaire de changements structurels majeurs, tels que la précarisation du marché du travail et la réduction drastique des emplois peu qualifiés, faisant de la jeunesse la catégorie la plus vulnérable de la population active mondiale.

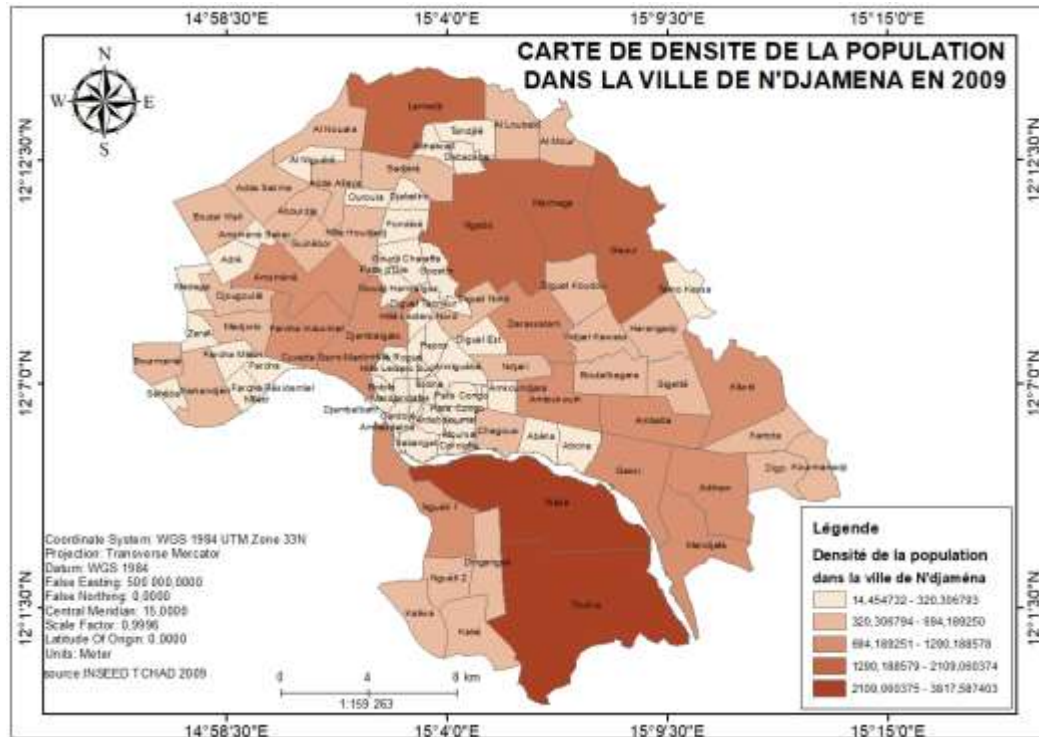
L'Afrique, confrontée à ses propres défis démographiques, n'est pas épargnée par cette déstabilisation. En Afrique Subsaharienne, le taux de chômage des jeunes a stagné autour de 11 % en 2020, mais la gravité de la situation est surtout visible en milieu urbain, où le taux atteint 15,8 %. Les diplômés sont paradoxalement les plus touchés, avec un taux de chômage de 18,5 %, s'élevant même à 31,2 % pour la tranche des 15-24 ans dans certaines zones (Haut-Commissariat au Plan [HCP], 2020, p5). Cette crise met en exergue l'inefficacité relative des systèmes d'éducation traditionnels face aux besoins d'économies en mutation.

Dans ce contexte d'instabilité, la ville de N'Djaména au Tchad offre un terrain d'analyse pertinent pour comprendre les mécanismes de l'exclusion et de l'inclusion professionnelle. Marquée par une saturation du secteur formel, la capitale tchadienne illustre le décalage entre les aspirations des diplômés et les réalités du marché. Le présent article se fixe pour objectif principal d'analyser les disparités de trajectoires d'insertion entre les jeunes issus de formations professionnelles à orientation pratique (comme celles du centre BAB AL AMAL) et ceux issus de l'enseignement général classique. Il s'agit d'évaluer l'efficacité de ces parcours pour une insertion socioprofessionnelle durable et d'identifier si le savoir-faire technique constitue un levier d'autonomisation plus robuste. Pour ce faire, ce travail s'articule autour des sections classiques de la recherche scientifique : la présentation du matériel et des méthodes, l'exposition des résultats quantitatifs et, enfin, une discussion approfondie confrontant ces données aux cadres théoriques existants (Vultur 2003, p56-63).

I. MATÉRIELS ET MÉTHODES

1.1. Zone d'étude

La ville de N'Djamena, capitale politique du Tchad, constitue le cadre spatial de cette recherche. Elle est située géographiquement entre 12°07'00" et 12°10'00" de latitude Nord, et entre 14°58'60" et 15°00'00" de longitude Est. Couvrant une superficie approximative de 12 000 hectares, la métropole représente un pôle d'attraction majeur et un espace de survie pour une population estimée à plus d'un million d'habitants, dont une majorité est composée de jeunes (INSEED, 2022). Ce milieu urbain est le siège des principales tensions liées à l'employabilité et à l'insertion des nouveaux diplômés.



Source : Ouang-Yang L et Nodjibeye, Avril 2023

Figure 1 : Carte de la densité de la population de N'Djaména

1.2. Collecte des données et échantillonnage

Pour répondre aux objectifs fixés, une enquête par questionnaire a été déployée sur le terrain. La recherche a mobilisé une technique d'échantillonnage aléatoire simple afin de garantir la représentativité des segments étudiés. L'échantillon final comprend N = 135 individus, répartis comme suit :

- **Groupe EG (Enseignement Général)** : 75 jeunes diplômés issus du système académique classique.
- **Groupe FP (Formation Professionnelle)** : 60 jeunes diplômés du centre de formation professionnelle BAB AL AMAL.

L'instrument de collecte s'est articulé autour de quatre axes majeurs : la nature des formations suivies, les délais et types d'insertion professionnelle, le profil des compétences acquises (théoriques et pratiques) et l'analyse des disparités de trajectoires entre les deux groupes.

1.3. Traitement et analyse des données

La phase de traitement a débuté par un dépouillement rigoureux et une codification des réponses recueillies. La stratégie d'analyse a reposé sur l'utilisation complémentaire de deux outils logiciels : **SPSS** : Utilisé pour le traitement quantitatif, permettant de générer des statistiques descriptives et de calculer le coefficient de corrélation de Pearson (r) pour tester la validité des liens entre variables

et **ATLAS-TI** : Employé pour l'analyse des données qualitatives, notamment pour la transcription et le codage des enregistrements effectués lors des entretiens de collecte, facilitant ainsi la triangulation des données.

Les résultats ont été synthétisés sous forme de tableaux croisés et de graphiques, réalisés à l'aide des logiciels Microsoft Word et Excel (version 2016), pour illustrer la portée des analyses statistiques.

2. RÉSULTATS

2.1. Cadre politique et institutionnel de l'insertion au Tchad

L'insertion sur le marché du travail constitue aujourd'hui un axe prioritaire de la recherche et des politiques publiques au Tchad. (Vultur, 2003 et Dubar 1998) soulignent que ce processus est d'autant plus complexe pour les jeunes dépourvus de diplômes qualifiants, exigeant la mise en place de stratégies institutionnelles articulées. Dans cette optique, le gouvernement tchadien a inscrit le développement du capital humain et la réforme de la formation technique au cœur de ses orientations stratégiques.

Le Programme National de Développement (PND) consacre une place importante au secteur privé et à la création d'emplois, avec pour objectif d'améliorer l'employabilité de la main-d'œuvre juvénile. Cette volonté se concrétise notamment par l'action de l'Office National pour la Promotion de l'Emploi (ONAPE). À travers le Programme d'Appui aux Diplômés sans Expérience (PADE), l'institution vise à faciliter l'immersion professionnelle et à répondre aux exigences des entreprises en matière d'expérience pratique. Parallèlement, des initiatives telles que le Projet de Développement des Compétences pour l'Employabilité des Jeunes (PDCEJ) ambitionne de toucher plus de 30 000 jeunes, scolarisés ou non, pour favoriser leur intégration économique.

Cependant, l'ampleur du défi reste considérable. Avec une population dont 68 % a moins de 26 ans et un taux de chômage des diplômés du supérieur avoisinant les 60 %, les dispositifs actuels peinent à absorber le flux massif de nouveaux arrivants sur le marché du travail. Dans un contexte marqué par l'instabilité et l'absence de protection sociale généralisée, l'autonomie financière par l'emploi demeure le rempart essentiel contre l'exclusion sociale et la pauvreté.

2.2. Problématique approfondie de l'insertion à N'Djaména

L'analyse de l'insertion à N'Djaména ne peut faire l'économie d'une réflexion sur le contexte de vulnérabilité urbaine. Pittet (2004) définit l'insertion comme une transition vers l'âge adulte souvent entravée par des "ruptures de trajectoires". À N'Djaména, ces ruptures sont d'abord d'ordre macroéconomique : la crise pétrolière de 2016 et la pandémie de Covid-19 ont agi comme des agents de déstabilisation du marché local. Selon la théorie de la "file d'attente" développée par Thurow (1975), les employeurs classent les candidats en fonction de leur coût de formation potentiel. Dans ce schéma, les jeunes diplômés de N'Djaména, perçus comme manquant d'expérience pratique, se retrouvent systématiquement relégués en fin de file. Comme le souligne notre analyse, les écoles de formation craignent de devenir des « usines à chômeurs ». Ce terme renvoie au concept de "déclassement" ou de "suréducation" (Vernières, 1997, p119), où le diplôme ne garantit plus la position sociale promise, créant un sentiment d'inutilité sociale.

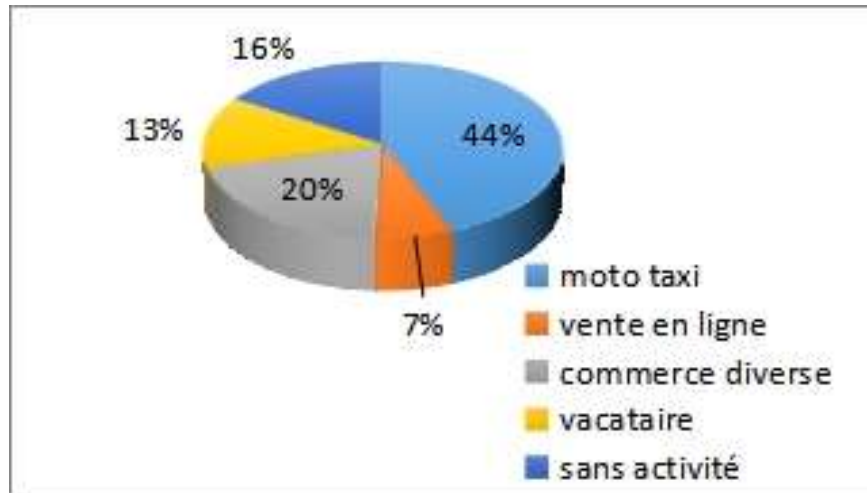
Cette problématique est d'autant plus vive que N'Djaména connaît une quasi-absence de protection sociale. L'insertion n'y est pas seulement une quête de métier, mais une stratégie de survie. Dans un environnement où « le chômage des jeunes accentue les frustrations et les tensions sociales » (Rapport National, 2021), l'absence d'opportunités formelles pousse les jeunes vers une insertion "par le bas", souvent dans l'informel précaire.

2.3. Analyse des disparités de trajectoires d'insertion

L'insertion socioprofessionnelle à N'Djaména ne suit pas un schéma linéaire ; elle est fragmentée selon le type de capital scolaire accumulé. Comme le souligne Dubar (1998), les trajectoires sont le reflet de la négociation entre l'identité héritée (la formation) et l'identité visée (l'emploi). Or, nos données révèlent une fracture nette entre les deux systèmes étudiés.

2.3.1. Le système d'enseignement général : entre déclassement et "résignation déguisée"

Les diplômés de l'enseignement général font face à ce que Baby et al. (1993, p.4.) décrivent comme une « résignation déguisée ». Leurs résultats montrent une incapacité du système académique classique à fournir les outils nécessaires pour « une insertion sociale qui soit durable ». À N'Djaména, cette incapacité se traduit par un taux d'échec d'insertion immédiate de 76 %. **Le phénomène du déclassement** : Conformément aux travaux de Vernières (1997), ces jeunes subissent un déclassement vertical.



Source : Ouang-Yang. L et Nodjibeye. R, enquête de terrain, Avril 2023.

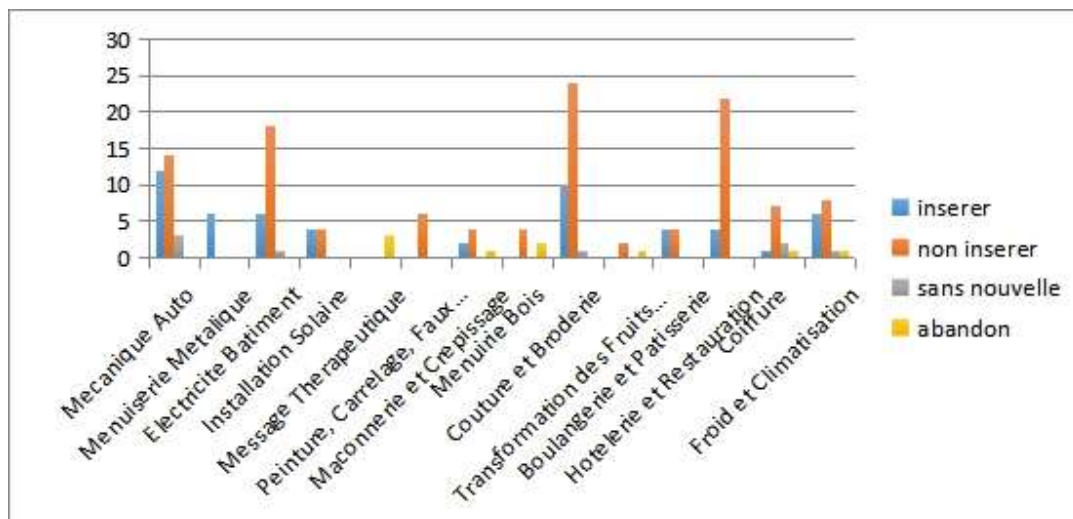
Figure 2 : Orientation des jeunes après leurs formations générales

La Figure 2 ci-dessus illustre une dérive préoccupante des trajectoires post-formation. Une majorité écrasante des diplômés, soit 44%, se réoriente vers la conduite de motos-taxi (clandos). Cette activité de survie, dépourvue de toute protection sociale et de lien avec le cursus initial, confirme le phénomène de "déclassement vertical" théorisé par Vernières (1997). Ici, le diplôme académique ne sert plus de signal de compétence sur le marché du travail, mais devient un « poids mort » cognitif face à l'immédiateté des besoins économiques urbains. Parallèlement, la dispersion des autres diplômés renforce l'idée d'un « marché du travail insensé » (Baby et al., 1993, p7) où le niveau d'instruction est déconnecté des réalités productives locales : 20% s'investissent dans la commercialisation de divers articles (commerce informel) ; 16% se retrouvent en situation de chômage total (sans emploi) ; 13% survivent grâce à des vacations précaires ; 7% tentent de s'insérer via les ventes en ligne.

Cette fragmentation des parcours démontre que pour les sortants du système général, l'insertion n'est plus un choix de carrière mais une stratégie d'adaptation forcée à une économie de subsistance.

2.3.2. Le système Bab Al Amal : L'adéquation par le "savoir-faire" pratique

À l'inverse, le groupe issu du centre Bab Al Amal (BAA) affiche une trajectoire ascendante et rapide. Avec 62 % d'insertion en moins de six mois, ce groupe valide la thèse de Gaude (1997) sur l'efficacité des politiques d'emploi-formation à orientation pratique. Selon Gaude (1997), la formation technique « rapproche les niveaux de qualification des sortants du système éducatif de ceux exigés par les employeurs ». À N'Djaména, les compétences en mécanique auto, couture ou froid et climatisation.



Source : Ouang-Yang, L et Nodjibeye, R, enquête de terrain, Avri2023.

Figure 3 : les domaines de formation de BAA

La Figure 3 ci-dessus constitue un capital technique immédiatement monnayable. L'employeur réduit ainsi ses risques de recrutement. Cette efficacité est confirmée par notre analyse statistique : le coefficient de Pearson ($r = 0,864$) démontre que la variable "nature de la formation" explique majoritairement le succès de l'insertion. Le jeune n'est plus dans l'attente d'une place, il la crée ou l'occupe grâce à une productivité instantanée.

2.3.3. Validations Statistiques : Corrélation de Pearson

Les résultats quantitatifs renforcent ces observations théoriques : Le Tableau 1 ci-dessous présente les résultats du croisement entre l'exposition au programme de formation à orientation pratique et le niveau d'insertion socioprofessionnelle pour l'ensemble de l'échantillon valide.

Tableau I : Corrélation entre programme de formation et insertion socioprofessionnelle Coefficient de corrélation de Pearson (r)

Variabes	Coefficient de Pearson (r)	Signification (p)	Échantillon (N)
Programme BAA / Insertion	0,864**	< 0,01	135

Source : Ouang-Yang, L et Nodjibeye, R, enquête de terrain, Avril 2023.

Les résultats révèlent que le programme de formation offert par le centre Bab Al Amal est très significativement et positivement corrélé à l'insertion socioprofessionnelle des bénéficiaires ($r(135) = 0,864$; $p < 0,01$). D'un point de vue statistique, cela signifie qu'une augmentation de l'exposition à ce type de formation pratique accroît proportionnellement la probabilité d'une insertion réussie. Les deux variables évoluent de concert, validant le modèle du centre BAA comme un déterminant majeur de l'autonomie économique des jeunes à N'Djaména.

2.4. Perception de l'efficacité des compétences et réussite professionnelle

Au-delà des données objectives, il convient d'analyser la dimension subjective de l'insertion à travers le sentiment d'auto-efficacité des jeunes. Comme le souligne Pittet (2004), la perception qu'a le jeune de ses propres compétences est un moteur essentiel de son insertion durable.

Tableau II : Évaluation de la perception de l'acquisition des compétences et de l'insertion des jeunes (Légende : TD = Tout à fait en Désaccord ; D = Désaccord ; N = Neutre ; A = Accord ; TA = Tout à fait d'Accord ; M = Moyenne ; ET = Écart-Type)

N°	Items	TD	D	N	A	TA	M	ET
01	Compétences des hommes face au marché	2%	6%	1%	50%	41%	4,22	0,89
02	Compétences des femmes face au marché	8%	1%	10%	40%	41%	4,05	1,13
03	Réussite de l'insertion (secteur privé/auto-emploi)	7%	1%	10%	61%	21%	3,88	0,98

Source : Ouang-yang, L et Nodjibeye, R, enquête de terrain, Avril 2023

L'analyse détaillée du Tableau II met en lumière un fort sentiment d'employabilité chez les apprenants du centre BAA :

- **Concernant l'Item 01 (Compétences masculines)** : Une écrasante majorité de 91% des répondants (cumul Accord et Tout à fait d'Accord) estime que les jeunes hommes ont développé les capacités techniques nécessaires pour affronter les mutations du marché du travail. Le score moyen de 4,22 confirme cette tendance. Cette perception positive suggère que la formation à orientation pratique agit comme un réducteur d'incertitude professionnelle ;
- **Concernant l'Item 02 (Compétences féminines)** : Bien que le score reste élevé (81% d'opinions favorables), on note une légère baisse par rapport aux hommes et une hausse du taux d'abstention ou de neutralité (10%). Cela peut refléter une certaine réserve quant à l'accueil du marché pour les femmes dans des métiers traditionnellement masculins, bien que la compétence technique soit reconnue (M=4,05) ;
- **Concernant l'Item 03 (Réussite effective)** : Environ 82% des participants affirment que les diplômés réussissent à se forger une place via l'auto-emploi ou le secteur privé. Ce résultat est fondamental : il prouve que la formation n'aboutit pas seulement à un savoir, mais à une capacité d'action concrète, validant ainsi la théorie de Gaude (1997) sur la productivité immédiate.

En somme, l'homogénéité des réponses (écart-types faibles) démontre que le modèle BAA jouit d'une forte légitimité aux yeux des jeunes, contrastant violemment avec la "crise de confiance" observée chez les diplômés de l'enseignement général.

2.5. Perception de l'auto-efficacité des compétences et dynamiques d'insertion

Au-delà des indicateurs purement factuels, l'insertion repose sur une dimension subjective fondamentale : le sentiment d'auto-efficacité. Pittet (2004) avance que la réussite de l'insertion est intrinsèquement liée à la manière dont le sujet perçoit l'utilité de ses acquis durant sa phase de transition.

Tableau III : Distribution des participants selon leur perception de l'insertion et des compétences acquises (Légende : TD = Tout à fait en Désaccord ; D = Désaccord ; N = Neutre ; A = Accord ; TA = Tout à fait d'Accord ; M = Moyenne ; ET = Écart-Type)

N°	Items de perception	TD	D	N	A	TA	M	ET
01	Développement des compétences chez les jeunes hommes	2%	6%	1%	50%	41%	4,22	0,89
02	Développement des compétences chez les jeunes femmes	8%	1%	10%	40%	41%	4,05	1,13
03	Réussite de l'insertion (Privé / Auto-emploi)	7%	1%	10%	61%	21%	3,88	0,98

Source : Ouang-Yang, L et Nodjibeye, R, enquête de terrain, Avril 2023

Le Tableau III rend compte de la perception des participants quant à l'impact de la formation offerte par le centre BAA sur leur devenir professionnel. L'analyse de ces données met en relief trois points cruciaux :

- **L'optimisme capacitaire masculin (Item 01)** : Une forte majorité de l'échantillon (91%) exprime un accord (A et TA) sur le fait que les jeunes hommes ont acquis les compétences

requis pour affronter les exigences d'un marché de l'emploi en mutation. La moyenne élevée (4,22) couplée à un faible écart-type (0,89) atteste d'une homogénéité des opinions. Cela suggère que la formation technique parvient à réduire l'angoisse de l'inemployabilité en fournissant des outils concrets ;

- **La reconnaissance de l'expertise féminine (Item 02)** : De même, 81% des répondants valident l'acquisition de compétences solides chez les jeunes femmes. Bien qu'une légère réserve apparaisse (10% de neutres), le score moyen (4,05) confirme que le centre BAA réussit son pari pédagogique d'outiller les femmes pour des secteurs techniques. Comme le souligne Pittet (2004), ce renforcement des capacités est le socle de la construction d'une identité professionnelle positive ;
- **L'insertion par l'autonomisation (Item 03)** : L'adhésion de 82% des participants à l'idée d'une insertion réussie dans le secteur privé ou l'auto-emploi est révélatrice. Ces résultats corroborent la thèse de Gaude (1997) selon laquelle les formations à orientation pratique favorisent une productivité immédiate. Le jeune ne se contente plus de chercher un emploi, il devient capable de créer sa propre activité génératrice de revenus.

En conclusion, la perception des acteurs confirme que l'insertion à N'Djaména n'est pas qu'un « jeu de hasard » (Baby et al., 1993), mais le fruit d'une stratégie éducative ciblée sur le savoir-faire.

2.6. Impact des dispositifs d'accompagnement sur la pérennité de l'insertion

L'insertion ne s'arrête pas à la fin de la formation ; elle nécessite un mécanisme de transition structuré. L'analyse croisée du suivi des diplômés et de leur réussite sur le marché du travail permet de mesurer l'efficacité des politiques de tutorat et d'accompagnement post-formation.

Tableau IV : Corrélation de Pearson entre le mécanisme de suivi et l'insertion socioprofessionnelle

Variables	Suivi des bénéficiaires	Insertion socioprofessionnelle
Suivi des bénéficiaires	1	0,862**
Insertion socioprofessionnelle	0,862**	1
Signification (bilatérale)	-	0,000
Effectif (N)	135	135

NB : $p < 0.01$.

Source : Ouang-Yang, L. et Nodjibeye, R, enquête de terrain, Avril 2023

Le Tableau IV présente les résultats de la corrélation entre la variable "suivi des jeunes diplômés" et celle de "l'insertion socioprofessionnelle". Globalement, les résultats de la corrélation de Pearson mettent en évidence que le mécanisme de suivi mis en place par le centre de formation Bab Al Amal est très significativement et positivement corrélé à l'insertion des jeunes bénéficiaires ($r(135) = 0,862$; $p < 0,01$).

D'un point de vue analytique, cette corrélation robuste ($r \approx 0,86$) démontre que les deux variables sont étroitement liées et évoluent ensemble : une amélioration de la qualité du mécanisme de suivi entraîne une augmentation quasi-mécanique de la probabilité d'insertion réussie. Ce résultat valide l'idée que l'accompagnement post-formation agit comme un "amortisseur de chocs" face aux réalités souvent hostiles du marché de l'emploi urbain. Comme le suggère Vultur (2003), le suivi permet de transformer une insertion précaire en une intégration durable en apportant au jeune le soutien nécessaire lors des premières étapes de sa vie active. Le lien entre le mécanisme de suivi et la réussite professionnelle à N'Djaména apparaît donc comme indiscutable et structurel.

2.7. Analyse des écarts entre flux de formation et stocks d'insertion : une lecture basée sur le genre

Pour comprendre l'ampleur du défi de l'emploi à N'Djaména, il est impératif de confronter le volume de jeunes formés aux effectifs ayant réellement stabilisé leur situation professionnelle.

Tableau V : Disparité entre le volume de jeunes formés et les effectifs insérés selon le genre

Zone	Jeunes insérés	En attente d'insertion	Profils introuvables	Abandons	Total
N'Djaména					
Hommes	14	64	2	3	83
Femme	10	39	5	3	57

Source : Ouang-Yang, L. et Nodjibeye, R., enquête de terrain, Avril 2023

L'analyse du Tableau V révèle une disparité structurelle majeure entre l'effort de formation et l'absorption réelle par le marché. Plusieurs constats se dégagent :

- **Une efficacité globale limitée** : Sur les 140 jeunes suivis dans cette cohorte, seules 24 insertions effectives sont enregistrées, soit un taux d'insertion global de 17%. Ce chiffre souligne la "friction" importante entre la sortie du système de formation et l'entrée dans une activité génératrice de revenus ;
- **La prédominance masculine dans l'accès à l'emploi** : Parmi les jeunes ayant réussi leur insertion, on note une répartition inégale : 66% sont des hommes contre seulement 34% de femmes. Cette asymétrie confirme que, même à compétences égales, les jeunes femmes de N'Djaména font face à des barrières d'entrée plus rigides ;
- **Le poids de l'attente et du découragement** : La catégorie "en attente d'insertion" représente la grande majorité de l'échantillon. Le nombre plus élevé de "femmes introuvables" (5 contre 2 hommes) pourrait traduire des trajectoires de rupture plus marquées, souvent liées au retrait de la vie publique après le mariage ou à des charges domestiques accrues, illustrant ce que Vultur (2003) définit comme des "parcours de désengagement subis".

Ces données montrent que si la formation est un levier nécessaire, elle reste insuffisante pour corriger les inégalités de genre profondément ancrées dans la structure socio-économique tchadienne.

2.8. Déterminants systémiques de l'emploi des jeunes à N'Djaména : entre précarité structurelle et déficit institutionnel

L'emploi des jeunes à N'Djaména représente un défi multidimensionnel où s'entremêlent enjeux individuels et défaillances structurelles. Pour assurer une insertion socioprofessionnelle durable, il convient d'analyser l'articulation entre l'employabilité et l'offre réelle d'emploi. Le développement d'un réseau de soutien et le support actif par des acteurs diversifiés, tels que les institutions, les mentors et les pairs, constituent des leviers fondamentaux de cette transition. Ces enjeux touchent directement l'employabilité, définie ici comme la capacité du jeune à acquérir une connaissance de soi affinée (intérêts, aptitudes) et à mobiliser des compétences transversales. Cependant, la réalité du terrain montre que la grande majorité des jeunes N'Djaménois reste très peu qualifiée. Les diplômés, confrontés à la saturation du marché du travail formel, se retrouvent souvent dans une impasse dès la sortie des études, transformant l'emploi en une préoccupation nationale majeure.

Un obstacle majeur à la résolution de cette crise réside dans l'absence d'un système d'information et de collecte de données robuste au Tchad. Actuellement, il est extrêmement complexe d'établir une vision prospective claire du marché du travail national. Le sous-emploi massif à N'Djaména n'est documenté que par des données parcellaires provenant de services publics et privés dont les statistiques, souvent divergentes, ne fournissent pas d'image objective de la situation. Ce déficit informationnel empêche l'ajustement des systèmes éducatifs aux besoins immenses des milieux urbains et ruraux. Par ailleurs, la promotion de l'emploi se heurte à des goulots d'étranglement institutionnels profonds, notamment l'absence d'une vision partagée entre les acteurs pour une stratégie nationale unifiée, une faiblesse persistante du système de formation professionnelle diplômante souvent déconnecté des réalités pratiques, et des difficultés chroniques de financement pour les initiatives de jeunes. À cela s'ajoute un manque de cadres organisés permettant aux jeunes de se regrouper pour porter leurs projets collectivement.

3. DISCUSSION

La complexité systémique de l'insertion à N'Djaména a été mise en exergue tout au long de cette étude. Le XXI^{ème} siècle est marqué par une augmentation sans précédent du taux de chômage des jeunes à l'échelle mondiale, et le Tchad, loin d'être à l'abri, voit son développement social mis à mal par cette précarité. Cette situation fragilise le tissu socio-économique et impose aux gouvernements, ONG et associations de multiplier les programmes de formation. Comme le soulignent Anthony et al. (1989), l'objectif de toute démarche d'insertion est de « restaurer, maintenir et améliorer la qualité de vie » en développant des habiletés sociales et professionnelles favorisant l'autonomie. Nos données confirment que cet idéal se heurte à une réalité binaire : d'un côté, une formation générale qui conduit souvent au déclassement (44 % de reconversion en conducteurs de motos-taxi), et de l'autre, une formation professionnelle qui, bien que plus efficace, reste sous-exploitée par le marché formel. Cependant, l'accès effectif au marché du travail reste conditionné par une qualification minimale indispensable à l'acquisition d'une première expérience professionnelle (KEK-CDC & B.S.S, 2014).

L'analyse comparative révèle un écart considérable entre les deux systèmes (les diplômés de l'enseignement général et ceux de la formation professionnelle à orientation pratique). Cette disparité s'explique par les modalités temporelles et stratégiques de l'insertion à N'Djaména. L'insertion réussie se comprend, avec Farkas (2005), comme une action à double sens : un choix éclairé du milieu de vie par le jeune et un soutien protocolaire (enseignement d'aptitudes et mobilisation de ressources). À N'Djaména, l'acquisition de compétences socioprofessionnelles dans des domaines tels que la maçonnerie, la couture ou l'hôtellerie apparaît comme un axe primordial d'ajustement social (Siadat & Jadidi, 2015).

Cependant, un paradoxe majeur émerge : alors que le nombre de jeunes formés par le centre Bab Al Amal connaît une croissance exponentielle, l'insertion effective marque le pas. Ce recul s'explique par l'insuffisance de l'accompagnement étatique et le manque de relais financiers post-formation. L'insertion des garçons reste statistiquement plus fluide que celle des filles, malgré des certifications identiques. Cette disparité suggère que le "capital technique" acquis ne suffit pas à briser les plafonds de verre socioculturels. De plus, la corrélation robuste entre le mécanisme de suivi et la réussite de l'insertion ($r = 0,862$) prouve que le diplôme n'est qu'une étape. Sans un réseau de soutien et un suivi rigoureux, le jeune formé bascule rapidement dans la catégorie des « introuvables » ou des « abandons ». Le coefficient de corrélation positif entre le suivi des bénéficiaires et l'insertion effective confirme que l'outil technique seul ne suffit pas. Pour garantir une réussite durable, le centre Bab Al Amal et les décideurs publics doivent non seulement outiller adéquatement les jeunes sur le plan technique, mais aussi structurer un environnement de préparation à court terme facilitant une transition fluide vers la vie active.

L'insertion socioprofessionnelle à N'Djaména n'est pas qu'une question de formation, mais une question de synergie. Pour que le passage du centre de formation au milieu de travail soit pérenne, il est impératif de dépasser la simple transmission de savoir-faire pour structurer un véritable écosystème de transition. Cela implique une meilleure collecte de données statistiques pour ajuster l'offre de formation aux besoins réels et un soutien accru à l'auto-emploi pour pallier l'étroitesse du marché du travail formel.

CONCLUSION

L'analyse multidimensionnelle menée tout au long de cette recherche souligne l'ampleur des disparités entre la formation générale et la formation professionnelle à orientation pratique à N'Djaména. Cette étude a permis de saisir la diversité et la complexité des facteurs influençant les trajectoires d'insertion des jeunes, révélant que le choix d'une filière technique courte répond souvent à une stratégie de survie immédiate plutôt qu'à une simple préférence éducative. Il ressort clairement que l'insertion sociale, telle que pratiquée par des centres comme Bab Al Amal, constitue un rempart contre l'exclusion. La majorité des jeunes interrogés expriment un désir

profond de travailler pour assurer leur autonomie financière, voyant dans la maîtrise d'un métier concret le seul levier réaliste de dignité sociale.

Sur le plan macroéconomique, la formation professionnelle à orientation pratique pourrait devenir un moteur de développement si le gouvernement tchadien et ses partenaires techniques et financiers s'y investissaient de manière structurelle. En facilitant l'accès direct aux secteurs productifs (BTP, artisanat, hôtellerie), une telle politique pourrait contribuer à résorber les tensions sociopolitiques qui freinent l'émergence du pays. La compréhension de l'insertion que nous dégagons ici, bien que contrastée par l'instabilité et la pauvreté persistantes à N'Djaména, laisse entrevoir un potentiel de croissance inexploité.

Cette recherche demeure fertile et ouvre des perspectives heuristiques significatives. Plusieurs questions mériteraient d'être approfondies à une échelle nationale pour mesurer l'influence relative des variables identifiées. Les futures investigations gagneraient à explorer les disparités entre la formation professionnelle diplômante (longue) et celle à orientation pratique (courte), ainsi que l'impact du régime familial sur le maintien des jeunes en formation. En conclusion, les résultats de cette étude interpellent les décideurs sur la nécessité de réformer le lien entre école et entreprise, afin de transformer le stock de jeunes diplômés en un véritable capital humain au service de la paix et du progrès social au Tchad.

BIBLIOGRAPHIE

- Anthony, W. A., et Blanch, A. 1989. Research on community support services: What have we learned? *Psychological Rehabilitation Journal*, 12(3), p55-81.
- Baby, A. 1993. Insertion professionnelle, insertion sociale et formation : une perspective critique... qui n'est plus à la mode. Dans *La formation et l'insertion professionnelle, enjeux dominants dans la société post industrielle*, Sherbrooke : Éditions du CRP. p120-155.
- Cugny, A. 2019. *L'insertion socioprofessionnelle des jeunes : Enjeux et perspectives*.
- Dubar, C. 1998. Chapitre premier. Réflexions sociologiques sur la notion d'insertion. Dans *Les jeunes, l'insertion, l'emploi*. Paris : Presses Universitaires de France. p27
- Farkas, M. 2005. *The vision of recovery*. Boston University.
- Fournier, G., Monette, M. et al. 2004. Les diplômés et l'insertion socioprofessionnelle : Résignation déguisée ou adaptation saine à un marché du travail insensé. Dans *L'insertion socioprofessionnelle. Un jeu de stratégie ou un jeu de hasard ?* Saint-Nicolas : Les Presses de l'Université Laval. p4.
- Gaude, J. 1997. L'insertion des jeunes et les politiques d'emploi-formation. *Cahiers de l'emploi et de la formation*, O.I.T.
- Haut-Commissariat au Plan (HCP). 2020. *La situation du marché du travail en 2020*. Récupéré le 5 juillet 2023 sur www.hcp.ma.
- ILO. 2020. *Report on employment in Africa (Re-Africa) – Tackling the youth employment challenge*. International Labour Office, Geneva, p123.
- KEK-CDC, B.S.S. 2014. *Participation des réfugiés et des personnes admises à titre provisoire sur le marché suisse du travail*, p25-26.
- Michel Vernières 1997. *L'insertion professionnelle : analyses et débats*, Formation Emploi n°58 , p119.
- Pittet, C. 2004. Pratiques artistiques et construction identitaire chez les jeunes en situation d'insertion socioprofessionnelle. Dans *Les transitions à la vie adulte des jeunes en difficulté* (p. 226). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Plan National de Développement (PND). 2013. *Plan national de l'éducation pour tous, 2013-2015* p48.
- Population Data.2023. *Données INSEED, Wikipédia-Tchad*. Récupéré le 22 juin 2023 sur www.populationdata.net.
- Siadat, S. A., et Jadidi, R.2015. *Social skills and professional development*.
- Vultur, M. 2003. *L'insertion sociale et professionnelle des jeunes « désengagés » : Analyse du programme d'intervention de La République*. Observatoire Jeunes et Société, Institut national de la recherche scientifique Urbanisation, Culture et Société, p132

